

645

SS/PMG

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DE LA FEMME, DE
L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

BUREAU DE COORDINATION
TECHNIQUE DES PROJETS

RAPPORT N° : 02

DRAFT PROVISoire

RAPPORT D'AVANCEMENT DU PROJET

BASE DE DONNEES SUR LES

OPERATEURS ASSOCIATIFS FEMININS

Présenté par :

PAPA MALICK GNINGUE

NOVEMBRE 1996

SOMMAIRE

I. CONTEXTE DU PROJET

II. PERTINENCE DU PROJET

III. RESULTATS OBTENUS

IV . DIFFICULTES

V. CONSTATATIONS

VI. PERSPECTIVES ET PROGRAMME D'ACTIVITES FINAL DU PROJET

VII. PERSPECTIVES ET PROGRAMME D'ACTIVITES FINAL DU PROJET

VIII. RECOMMANDATIONS

I. CONTEXTE D'EXECUTION DU PROJET

Dans le contexte de l'exécution de la politique de promotion féminine définie par le Gouvernement du Sénégal, le Ministère de la Femme, de L'enfant et de la Famille a organisé les femmes en groupements de promotion féminine. En cela, il est aujourd'hui appuyé par divers intervenants parmi lesquels on note les ONG, les organismes financiers et d'autres types de bailleurs de fonds.

Cependant, une telle politique ne peut plus se faire sans une maîtrise réelle d'informations provenant des associations de femmes, de groupements féminins. De ce point de vue, la nécessité de disposer d'un outil de planification et d'informations fiables sur les activités, rôles et contraintes que rencontrent les femmes, constitue une préoccupation majeure du Ministère de la Femme, de L'enfant et de la Famille.

Cette préoccupation procède de son souci d'améliorer son intervention et de renforcer ses capacités d'assurer une meilleure prise en compte de la contribution des femmes dans la production nationale, conformément aux recommandations pertinentes des sommets de Dakar et de Beijing.

Le concours financier de la République Française au Sénégal est consigné dans la convention N° 046/CD/92 approuvée le 21 Avril 1992 par les deux pays.

Concernant la mise en place du répertoire, dans son article 4, la convention stipule au niveau du paragraphe 4.3.2 que "l'Association IBISCUS, experte dans la collecte et la diffusion des données relatives aux opérateurs et opération de développement, sera chargée de réaliser au sein du Ministère de la Femme, de L'enfant et de la Famille, les études et formations nécessaires à la mise au point et au lancement d'un outil adapté aux besoins et aux caractéristiques du Sénégal".

Dans cet même ordre d'idées, il faut préciser que le projet de mise en place d'une Banque de données et d'un répertoire sur les opérateurs associatifs féminins vise entre autres à produire les données qui font cruellement défaut pour non seulement élaborer et ajuster les stratégies à mettre en place mais aussi essayer d'amorcer l'inauguration de rapports féconds entre Recherche et Développement pour une optimisation des conditions de réussite des projets de développement.

En d'autres termes plus clairs, la création d'un répertoire sur les opérateurs associatifs féminins a pour objectifs de :

- promouvoir l'information et le partenariat entre le Ministère de la Femme, de L'enfant et de la Famille et les opérateurs associatifs féminins (O.A.E) ;
- créer une Base de Données Groupements de Promotion Féminine capable de favoriser une bonne gestion des flux d'information sur les opérateurs associatifs féminins ;
- consolider et améliorer le système d'harmonisation des interventions et de suivi des projets et programmes en vue d'une bonne maîtrise des données sur les cibles encadrés par le Ministère de la Femme, de L'enfant et de la Famille .

II . PERTINENCE DU PROJET

L'approche conceptuelle du Projet de Base demeure pertinente en tant qu'instrument principal. De leur côté, les GPF peuvent trouver à travers le projet, un cadre de **dialogue utile avec l'administration**.

Aussi, vu sous ces deux dimensions, la stratégie du projet est basée sur une **approche participative** aussi bien dans la collecte de l'information, de l'exploitation que de sa diffusion.

2.1. QUELLES INFORMATIONS RECHERCHEES ?

Les données suivantes ont été obtenues avec l'enquête auprès des GPF :

- données d'identification du groupement : nom, localisation, statut, affiliation.
- organisation : nom de la présidente, existence d'un trésorier, nombre de membres...
- appuis extérieurs reçus
- activités en cours de réalisation.
- moyens disponibles : moyens matériels, financiers terrain, crédits en cours.
- difficultés et projet.

D'autres éléments relatifs à la santé, à la production et à l'éducation seront mis en exergue dans le cadre de la mise à jour .

On s'est donc limité volontairement dans un premier temps à un corps de données assez simple, intéressant les GPF du Sénégal.

2.2. Exploitation de la base de données

La banque de données pourra être interrogée directement à l'écran ou produire des documents "papier" à l'intention des usagers éloignés.

A l'écran, on pourra sélectionner les groupements selon certains critères : on pourra par exemple rechercher tous les groupements d'un arrondissement donné, ou ayant une activité spécifique comme la teinturerie ou ayant de un GIE. On pourra aussi croiser ces critères et rechercher tous les GIE de tel arrondissement pratiquant la teinturerie. De la même façon, les sorties papier répondant aux critères de demande des différents usagers, avec des index produits de façon automatique.

En ce qui concerne le projet lui-même, il serait difficile et coûteux de concevoir un répertoire imprimé contenant les quelques 4.000 pages d'information que constituera l'ensemble de la banque de données. Beaucoup d'autres solutions devront être étudiées en fonction des besoins qui apparaîtront

- réalisation d'un répertoire avec tous les groupements mais seulement les informations essentielles sur chacun d'eux ;
- réalisation d'un répertoire départementaux avec la totalité des informations concernant la zone ;
- réalisation d'un répertoire sur les Groupements de Promotion Féminine (GPF), par les projets du Ministère de la Femme, de L'enfant et de la Famille ;
- réalisation de répertoire thématiques (par exemple tous les groupements ayant des activités artisanales).

La réalisation des répertoires départementaux paraît particulièrement importante : si l'on veut que les animateurs et monitrices continuent à tenir à jour le fichier, il est indispensable que ceux-ci puissent voir le résultat dans leur travail.

Les fichiers de groupement doivent devenir un outil de base de l'animateur, mis à jour à chaque visite dans un groupement.

Le système ne survivra que s'il est exploité de toutes les manières possibles et que si les responsables aillent au devant des besoins des utilisateurs potentiels en leur proposant des produits adaptés à leur besoins.

III . RESULTATS OBTENUS

RESULTAT POSITIF 1 : Le Projet a permis au MFEF de bénéficier d'un Réseau Informatique Moderne sous forme de Réseau Local communément appelé L.A.N. (Local Area Net Work)

Ce qui crée un impact de renforcement et de l'équipement informatique afin d'accroître les capacités de traitement des informations concernant les Opérateurs Associatifs Féminins.

Le système informatique a été spécialement conçu pour les besoins de la Base de Données

On peut dire avec satisfaction que le MFEF dispose d'ores et déjà d'un système informatique de saisie et de traitement des données relatives à la cible femme.

Le matériel existant installé et garanti par le fournisseur BULL pour 3 ans doit permettre à toutes les structures du MFEF de réaliser certains travaux de grande envergure.

L'architecture informatique du projet concerne les éléments suivants :

1 Micro-ordinateur Zénith Z-Station GT P100 1,2 Go

UC IPentium 100 MHZ, RAM 16 Mo, Disque Dur 1,2 Go, CDROM 4x, cache 256 Ko, 1 Mo Ram vidéo V.L.B. rapide, Dkte 3"1/2 1,44 Mo, bus PCI, 2 Ports série, 1port //, 1port souris, Windows 9L5, Norton Navigator Préinstallés, clavier, doc, souris inclus 2 haut Parleurs + Carte Son + Micro Ecran couleur 14" SVGA Streamer inter 850 Mo

IEP87711QJ-FF/
AME-0410
ADR-0160/AUC
XX

ZCM1435-XT
ADT-0510

2 Micro-ordinateurs Zénith Z-STATION GT P75 850

UC IPentium 75 MHZ, RAM 8 Mo, Disque Dur 850 Mo, CDROM 4x, cache 256 Ko, 1 Mo Ram vidéo V.L.B. rapide ; Dkte 3"1/2, 1,44 Mo, bus PCI, 2 ports série, 1 port //, 1 port souris Windows 95, Norton Navigator Préinstallés, clavier, doc, souris, inclus Ecran couleur 14" SVGA

IEP8569-QY-FF/
ADR-O160

ZCM1435-XT

1 Imprimante Laser

Imprimante Laser 4-6 Pages/minute, PCL5e, Trueimage, Ljet III Câble parallèle inclus

PRTO415
CBL1910

Accessoires

Carte Ethernet 10 BASE T
Onduleur Merlin Gérin 700 VA
Câble Coaxial Fin section 25 M
TE de raccordement
Terminateur 50 Ohms
Carte Modem/Fax 28 800 bds

EURDEC1025
MG-ES7
D5181
D5431
D5432
EURDMD0025

1 Logiciels Microsoft Office 95

MS-OFF95st

RESULTAT POSITIF 2 : Installation du Logiciel ^ETXTO

A la livraison, nous avons reçu 3 disquettes d'installation, 1 clé de protection, le manuel d'utilisation, le manuel système

Pour plus de sécurité, il nous est recommandé de faire une copie des disquettes originales et d'effectuer l'installation à partir des copies.

La procédure d'installation est automatique. Il est conseillé d'adopter les valeurs par défaut proposées (en particulier, configuration des répertoires et sous-répertoires)

pour la

RESULTAT POSITIF 3 : Installation d'un modem / fax (22.800bds)

Cet outil permet, entre autres possibilités, la connexion vers d'autres Bases de Données existant du Sénégal.

Avec cet outil, il est aussi possible d'émettre et de recevoir des fax. Le ^{Projet} ~~prix du~~ compte favorisera toutes actions entreprises dans le sens de la promotion des modèles types de réseaux d'information et de partenariat entre opérateurs associatifs féminins.

Ainsi le Modem / Fax permettra à des partenaires au développement d'interroger s'ils ont le même matériel, à distance l'écran de notre Base de Données afin de consulter ou de pêcher des informations qui les intéressent.

Résultat Positif 4 : enquête auprès des G.P.F.

La réalisation d'une enquête nationale à travers 2000 Groupements de Promotions Féminines du Sénégal.

Les étapes qui ont marqué le processus sont les suivantes :

- définition d'une méthodologie d'enquête

- le test du questionnaire dans plus de 57 villages répartis dans le département de Tamba

- l'organisation d'un Séminaire-atelier d'information et de mise à niveau avec la participation de l'ensemble des partenaires et chefs de service régionaux du Développement Communautaire du Sénégal.

Les services déconcentrés du Ministère de la Femme de l'Enfant et de la Famille qui assure la tutelle dudit Projet ont eu la responsabilité de l'organisation pratique de ces enquêtes sur le terrain notamment pour le choix des enquêteurs.

Au préalable, un Séminaire d'Information et de Mise à niveau fut organisé à Dakar à l'intention des chefs de service régionaux du Développement Communautaire pour leur expliquer les modalités

pratiques de ces enquêtes, plus spécifiquement les moyens matériels et financiers dégagés par la Mission Française de Coopération pour le paiement des enquêteurs et l'organisation de la supervision.

Les enquêtes devaient se dérouler du 17 Juin au 31 Juillet 1996, période au cours de laquelle étaient aussi prévues deux missions de supervision.

La première mission de supervision devait en marge de la supervision des enquêtes remettre une avance de démarrage de 50 % aux enquêteurs tout en adoptant un Taux de 2 000 F CFA pour chaque Groupement enquêté.

La deuxième mission prévue aussitôt après l'échéance des enquêtes devait superviser le déroulement de l'opération, payer le reliquat (50 %) pour la totalité des GPF enquêtés et ramasser les fiches d'enquêtes dont les chefs de service du MFEF avaient la responsabilité de procéder à la centralisation.

Finalement il y'a eu beaucoup de retard par rapport à toutes ces prévisions pour une bonne et simple raison de trouver un Opérateur Relais, en l'occurrence l'ONG dénommée le J.C.L.T., qui devait se charger de gérer et contrôler l'argent destiné aux paiement des enquêteurs. Malgré le retard accusé, il faut retenir que l'expérience a été enrichissante. Ainsi lesdites missions se sont déroulées dans la période allant du 07 Août 1996 au 06 Septembre 1996 dans toutes les régions du Sénégal.

Pour la Première mission : du 07 au 17 Août 1996 dans les régions de Fatick, Kaolack, Tambacounda, Ziguinchor et Kolda (Zone SUD).

Pour la Deuxième mission : du 27 Août au 06 Septembre 1996 dans les régions de Louga, ST-Louis, Thies, Diourbel, et Dakar (Zone NORD).

Une équipe de cinq (05) personnes dont le responsable du projet, trois superviseurs d'enquête et le chauffeur a séjourné successivement dans les Zones Sud et Nord.

A cette occasion l'ensemble des dix régions ont été visitées pour s'informer des conditions de déroulements des enquêtes et payer les enquêteurs.

La mission du supervision et paiement des enquêteurs a été ponctuée à chaque fois par des rencontres et discussions avec les responsables des services déconcentrés du MFEF, des autorités administratives et des responsables des fédérations locales de GPF au niveau des Zones visitées.

Ce qui a été déploré par la plupart de ces interlocuteurs c'est que la mission est intervenue avec un grand retard.

Dans ces conditions la supervision est faussée et sa portée limitée puisque l'équipe du projet n'aura que très peu de temps de contrôle par rapport au travail à effectuer.

Ces interlocuteurs ont tous relevé la manque de moyens notamment en carburant.

D'ailleurs, dans certaines régions où les conclusions du Séminaire de Dakar n'ont pas bien été portées à l'attention des Chefs de Service départementaux du Développement communautaire, des enquêteurs ont d'abord subordonné le démarrage des enquêtes à la dotation en carburant avant de se résoudre par la suite à faire le travail et d'attendre la mission de Dakar.

Dans leur entendement le montant de 2000 F par GPF enquêté ne peut comprendre les frais de transport. Pourtant, des moyens de transport n'étaient pas prévus pour les enquêteurs compte tenu de

l'insuffisance des moyens du projet même s'il est possible de constater les conditions difficiles de transport dans certaines localités.

Dans la pratique des structures commanditant des enquêtes sur le terrain ne payent pas moins de 5000 F par jour, reste maintenant à définir la charge de travail pour une journée d'enquête.

La mission s'est rendue compte qu'un travail d'enquête d'une telle ampleur exige au préalable une large consultation justifiée surtout par la diversité des structures d'encadrement des GPF impliquées dont beaucoup ne relève pas du Ministère de Femme, de l'Enfant et de la Famille.

Des problèmes d'information de ce genre auraient pu être évités si des séminaires décentralisés étaient organisés avec les structures impliquées.

Malgré les difficultés les enquêtes se sont bien déroulées dans l'ensemble avec la compréhension des enquêteurs et la bonne volonté de l'équipe de la mission qui a passé plus de temps que prévu sur le terrain.

Toutefois à l'avenir pour une garantie du bon déroulement des enquêtes et de leur validité, il faudra insister sur la préparation avec l'option d'une consultation la plus large et décentralisée possible avec l'ensemble des structures impliquées, respecter le calendrier de supervision et s'aligner sur les taux de prise en charge des enquêteurs pratiqués en la matière

En tout état de cause, les paiements des enquêteurs furent effectués avec toute la transparence requise en présence des Chefs de Service Régionaux du Développement Communautaire qui ont certifié eux même l'effectivité des paiements au niveau de leur région respective et apposé leur signature et cachet sur les états.

Au niveau de la région de Saint-Louis, le Chef de Service Régional étant en congé, a autorisé la mission à travailler directement avec les Chefs de Service Départementaux du Développement Communautaire de Dagana, Podor et Matam.

Les personnes rencontrées au cours de ces missions de supervision du côté de l'administration comme du côté des fédérations locales de GPF fondent beaucoup d'espoir sur ce projet et se posent des questions quant à la mise à jour des données.

Les services déconcentrés ont tous exprimé les vœux de pouvoir être connectés à la base de données.

Ils estiment indispensable d'élargir l'enquête à tous les groupements et se préparent même à envoyer au projet la liste des GPF qui restent à enquêter.

Les mêmes attentes ont été relevées auprès des fédérations locales de GPF qui, avec ce projet, espèrent pouvoir mieux connaître les GPF à l'heure où elles opèrent dans les prêts tournant avec le fonds constitué de droits d'adhésion.

Le tableau suivant nous montre le nombre de GPF enquêtés par région :

Régions	Nombre de GPF ruraux	Nombre de GPF au niveau commune	Total
SAINT-LOUIS	253	67	320
KOLDA	237	63	300
LOUGA	205	55	260
THIES	190	50	240
ZIGUINCHOR	144	30	144 170
KAOLACK	161	43	204
DIOURBEL	130	34	164
TAMBA	144	30	144 170
FATICK	144	30	144 170
DAKAR	80	-	80
Total	1598	402	2000

RESULTAT POSITIF 5: organisation de modules de formation en informatique

La formation en informatique est destinée au personnel (8 agents du MFEF) chargé de gérer les projets et programmes en faveur des opérateurs associatifs féminins. Cette formation qui a déjà pris fin

s'articule sur deux modules comprenant un chapitre sur l'architecture et le fonctionnement des ordinateurs et un chapitre introductif du DOS pour le premier et pour le deuxième, un chapitre d'initiation sur WINDOWS 95 et un autre sur un traitement de texte courant (WINWORD 6).

Le contenu de la formation était axé sur :

Module I

DOS

la connaissance et le fonctionnement de l'ordinateur
Introduction au DOS

Module N° 2

Introduction à WINDOWS

Notions fondamentales de WINDOWS

Les principaux éléments de WINDOWS

Les menus

Les fenêtres

Les applications

Module 3

WINWORD 6

Introduction

Saisie et modifications de texte

Mise en forme de texte

Mise en page

Fusion de document

IV. DIFFICULTES

Malgré les efforts déjà amorcés pour aboutir à des résultats positifs, il est noté quelques problèmes qui risquent de porter préjudice à la bonne marche du projet. Il s'agit notamment de :

la climatisation : le Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille a mis à la disposition du Projet des bureaux disposant de climatiseurs en panne dont la réparation n'engendre que de modiques frais. Etant entendu que dans la lettre de garantie, le fournisseur exige un cadre climatisé et adapté pour une bonne maintenance du matériel, il me semble indiqué de résoudre rapidement le problème.

L'imprimante : le Projet engage sa vitesse de croisière et le volume de travail devient important. Cependant la faible capacité de l'imprimante (4 p/mn) ne permet pas de faire un tirage important de rapports ou d'autres documents du Projet .

- Une telle situation peut compromettre la finalisation des activités de la dernière phase de projet lorsqu'il s'agira de mettre en œuvre le Plan de restitution et de diffusion des produits-papiers.

Le Téléphone : l'absence de cet outil indispensable pénalise au plus haut point la bonne marche des activités du projet et ~~peine~~ les possibilités de se connecter à d'autres Sites Informatiques et de communiquer par fax pour entre autres, la réactualisation de la Base de Données.

Protection des micros : l'absence de housses de protection contre la poussière peut conduire à des pannes déplorables.

La configuration informatique :

Des problèmes notoires sont rencontrés sur le réseau. Ils découlent en fait d'une mauvaise installation de ce ~~dernier~~. En effet, le logiciel WINDOWS 95 qui était préinstallé sur le serveur a été désinstallé par un technicien de la société BULL, qui avait rencontré quelques difficultés pour l'installation des cartes réseaux. Il a donc réinstallé WINDOWS95 avec un CD qu'il a emporté. Mais puisque l'installation n'a pas été bien faite, le système demande toujours des fichiers qui ne sont accessibles que sur le CD qui n'est pas disponible au niveau du projet.

La société BULL a été saisie et promet de remédier à ce problème. Néanmoins, il serait préférable que le projet puisse faire acquérir le CD pour éviter les interventions souvent très longue.

V. CONSTATATIONS

La mise en œuvre du projet constitue une expérience enrichissante à plus d'un titre.

Conçu comme un modèle test de renforcement des initiatives de base et d'amélioration des relations de collaboration entre l'administration et les G.P.F., le projet peut devenir un laboratoire d'idées et d'enseignements pour l'Opérationnalisation du **Concept de développement participatif**.

Il peut permettre d'identifier certaines contraintes et difficultés relatives aux questions liées notamment à l'**approche conceptuelle** et aux **Systèmes de Suivi et d'évaluation** des projets de développement à la base.

Le développement participatif est par essence dynamique. Dès lors, un tel projet pilote se doit de dégager en son sein les mécanismes de son auto - développement ainsi que ses propres capacités d'adaptation à l'environnement organisationnel. En d'autres termes, il faut préparer la phase II du projet.

Par ailleurs, si la Banque de données et sa structure informatique ont donné des résultats encourageants et permis entre autres, le renforcement des espaces de dialogue entre l'administration et les G.P.F, il nous paraît néanmoins utile, à un moment donné de la vie du projet, de faire le saut qualitatif qui consisterait à décentraliser le réseau au niveau régional où se dessinent et s'entrecroisent les décisions d'investissement des différents partenaires au développement.

Ainsi, l'unité centrale connectée à des terminaux à partir d'un Cadre Conceptuel Global minutieusement étudié peut faciliter une coordination et une gestion plus rationnelle des activités de développement des G.P.F à la base et assurerait une plus grande fiabilité des informations en raison de leur caractère actuel et de proximité qui fonde toute décision économique efficace.

VI. PERSPECTIVES ET PROGRAMME FINAL DES ACTIVITES DU PROJET

NOVEMBRE 1996

ACTIVITES PRINCIPALES

- 1 mise en place du programme de saisie des fiches d'enquête
2. mise en place des fichiers documentaires sous texto
3. installation de texto, définition masque de saisie, et formation des secrétaires
4. saisie des fiches

ACTIVITES SECONDAIRES

- formation sous texto
- Identification et recrutement de 3 secrétaires pour la saisie des fiches d'enquêtes
- Finalisation du budget pour la poursuite du Projet
- Correspondances aux différents Projets du MFEF pour listing des GPF qu'ils encadrent
- Préparer et introduction de la requête auprès des bailleurs de fonds pour continuer les enquêtes avec une 2^{ème} Phase du Projet
- préparer formation texto avec l'ORSTOM
- préparer les diplômes pour les Formations informatiques
- Elaboration du Rapport d'activités du Projet
- FAX d'information à IBISCUS

DECEMBRE 1996

6. définition des produits finaux à réaliser, volumes et modalités de diffusion
- compléter les données avec les données des Projets et des structures décentralisées
8. mission de Nadia Rais à Dakar

JANVIER 1997

9. réalisation de quelques produits simples
10. réalisation de la maquette de base de données
11. formation GNINGUE à IBISCUS-PARIS

FEVRIER 1997

12. test de la maquette et des produits auprès des services (RESTITUTION)
13. correction des fichiers
14. mise en place de programmes informatiques pour la gestion des fichiers centraux et production de documents
15. constitution définitive de la base de données
16. Formation complémentaire sous texto

MARS 1997

17. maquettage des produits
18. impression des produits

AVRIL 1997

- 19. réception des produits papiers (répertoires)
- 20. 1^{er}.séminaire-atelier de vulgarisation et de diffusion

MAI 1997

- 21. 2^{eme} séminaire-atelier de vulgarisation et de diffusion

VII. RECOMMANDATIONS

1) De l'avis de la plupart des Chefs de Service du Développement communautaire mieux habiletés à apprécier le nombre de GPF dans leurs conscriptions administratives respectives, le nombre de groupements qui reste à enquêter dépasse de loin le nombre de 2000 GPF enquêtes présentement dans le cadre du projet.

Dans ces conditions il est difficile de procéder à un travail d'analyse du profil des GPF. Il faudra nécessairement des ressources additionnées pour assurer une enquête exhaustive de l'ensemble des groupements féminins.

Dans l'évaluation de ces ressources, une attention toute particulière doit être accordée aux moyens nécessaires à la prise en charge des enquêteurs, au transport, à la supervision.

- 2) Le Projet base de données pour mieux s'inscrire dans le temps et préparer son développement devra s'orienter vers la décentralisation de son réseau. Pour ce faire les services déconcentrés du MFEF devront être dotés en matériel informatique avec toutes les charges récurrentes que cela comporte (Aménagement, Climatisation, Formation etc...)

La réussite de cette transition nécessite aussi le renforcement des capacités d'intervention et de coordination de l'équipe du projet par l'équipement et le fonctionnement notamment (Véhicule, Tél, Fax, Fourniture).

L'espace de communication né de la décentralisation de ce réseau pourrait être utilisé pour l'édition d'un journal.

- 3) Seulement cette base de données pour être viable, a besoin d'être réactualisée périodiquement. La période reste à déterminer mais une fois l'enquête exhaustive terminée il faudra en chercher les moyens.

L'idéal serait de trouver en même temps les ressources additionnelles nécessaires à la réalisation de l'enquête exhaustive à la décentralisation de la base de données et à la mise en place de mécanismes de réactualisation des données